

Philosophie Autorité

L'autorité, pourquoi en vouloir plus ?

Nos sociétés ne cessent d'en appeler à un retour de l'autorité. Fondée sur la légitimité et l'adhésion, elle s'oppose en principe à la force et à l'autoritarisme. Mais dans des démocraties fragilisées, les frontières semblent poreuses et des glissements sont à l'œuvre.



New York, 2013 : des centaines de nouvelles recrues de la police new yorkaise reçoivent leurs diplômes ©Timothy Fadek/Corbis via Getty Images

Autant le dire d'emblée : l'autorité est une notion piégée, voire une énigme. Si les dictionnaires s'accordent à la définir comme la capacité

ou l'art de se faire obéir sans en appeler à la force, ses déclinaisons ne sont pas toujours aussi amènes. Qu'est-ce qu'un « pouvoir autoritaire » sinon un gouvernement qui n'hésite pas à contraindre et réprimer ? Qu'est-ce qu'un « argument d'autorité », sinon une assertion arbitraire, sans logique ni preuve à l'appui ? Quelle différence y a-t-il entre « avoir de l'autorité » et « être autoritaire » ? Un père qui frappe ou punit ses enfants à la moindre peccadille fait-il montre d'autorité, ou bien au contraire de son absence ?

Querelles sémantiques

L'autorité entretient avec la liberté, l'égalité et la raison des rapports compliqués. Parce qu'elle est inégalement répartie, elle peut être vécue comme une condition nécessaire à la vie en société ou une entrave à la liberté de ceux qui la reconnaissent. Elle est, pour les Romains, l'*auctoritas*, ce qui va de soi depuis la fondation de la cité, et s'incarne dans les avis du Sénat. L'autorité n'est pas le pouvoir, mais c'est elle qui l'augmente et permet de l'exercer sans faire appel à la force, laquelle signe son échec. La philosophe Hannah Arendt reprend ce sens latin du terme dans un texte de 1958, *Qu'est-ce que l'autorité ?* L'autorité, au sens le plus pur du mot, n'est pas une chaîne de commandements, mais une croyance collective. Elle a des sources transcendantes, venues du passé : la tradition et la religion, qui gouvernent l'action commune sans même donner d'ordres. Elle a par conséquent disparu du champ politique et social des sociétés modernes, démocratiques, où les hommes sont censés obéir à des lois qu'ils se donnent eux-mêmes. Les différents facteurs d'autorité que d'autres penseurs ont pris soin d'identifier n'en sont que de pâles copies. Le sociologue Max Weber ajoutait à la tradition, dans *Économie et Société* (1923), la croyance en la rationalité des lois (autorité rationnelle légale), et celle découlant du charisme personnel déployé par des individus exemplaires. Le philosophe français Alexandre Kojève distingue dans *La Notion de l'autorité* (1942) l'autorité du parent, fondée sur l'antériorité et la dépendance, celle du juge ou arbitre, fondée sur l'équité de ses avis, et celle du chef, qui fixe des buts collectifs tournés vers l'avenir. Ces modalités ont beau produire des effets analogues, elles n'ont pas, à l'exception peut-être du parent, le caractère sacré de l'*auctoritas* originelle. Ce sont des simulacres.

Le point de vue des sociologues de l'école critique inaugurée par Max Horkheimer et Theodor Adorno est lui bien différent. Il part de l'idée qu'à l'origine, il y a eu violence et que l'obéissance découle d'une

domination dont l'autorité est le masque. La faiblesse de celui qui la reconnaît la fait exister. Alexandre Kojève lui-même (même s'il n'appartient pas à cette école) cite parmi les types d'autorité celle du maître sur l'esclave, celle du vainqueur sur le vaincu. Quelles que soient les raisons qu'elle s'attribue, l'autorité, aussi légitime soit-elle, est une forme de domination. Elle est une entrave à la volonté et aux désirs de qui s'y conforme. Il n'y a pas lieu de distinguer radicalement la contrainte de l'autorité.

Du trop au pas assez

La décennie 1970 est restée célèbre pour avoir été celle de la contestation de toutes les formes d'autorité : celle de l'État (« *Il est interdit d'interdire* », lisait-on sur les murs de Paris en Mai 68), des patrons (« *Le patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de lui* »), des maîtres à penser (Louis Althusser), des parents (« *Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent* »), d'un sexe sur l'autre, de la majorité sur la (ou les) minorité(s)...

Trente ans plus tard, la tendance s'inverse, en commençant par un constat, prolongeant celui d'Hannah Arendt : celui du déclin, sinon de la mort de l'autorité. Le philosophe Pierre-Henri Tavoillot écrit en 2011 ^① : « *Aucun secteur de la vie contemporaine ne semble épargné, que ce soient la famille, avec l'avènement triomphal de l'enfant-roi contre l'auctoritas paternelle, l'école, où l'admiration muette pour la culture et le maître ne sont plus que de pâles souvenirs, la cité même, qui a vu la capacité à gouverner, à ordonner et à punir se réduire comme peau de chagrin. (...) L'idée même de chef semble être devenue suspecte.* » Du constat, il est courant de passer à la déploration : « *Jamais sa disparition promise (celle de l'autorité) n'a suscité autant d'effroi, de nostalgie* », ajoute-t-il, non sans noter qu'à l'inverse, certains peuvent s'en réjouir. Mais le fait est là : selon qu'elle apparaît comme le sous-produit d'une domination (nuisible à la liberté et à l'égalité) et de l'arbitraire, ou bien la base du vivre ensemble (la fraternité, si on veut), l'autorité se fait ou bien l'ennemie ou bien l'alliée de la démocratie.

En 2021, un sondage Ipsos Sopra-Steria rapportait ainsi que la question « *Avons-nous besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre ?* » récoltait 79 % de « oui » (*lire ci-dessous*). Désirer plus d'autorité s'alimente souvent du regret d'un ordre des choses ayant existé avant, ou supposément : un temps où le geste du gendarme avait l'effet escompté, où la parole du maître d'école n'était pas contestée (même si on le

chahutait), et où les élèves ne changeaient pas de sexe en cours d'année. En ce temps-là, les coupables étaient en prison, les patrons étaient peut-être détestés, mais donnaient des instructions, et l'avortement n'était pas un droit. Le conservatisme est le support courant des désirs d'autorité. Même s'il n'est pas le seul, il résulte de la nostalgie d'un environnement social prévisible parce que discipliné. « *Make America great again* », s'écrie un Donald Trump, tout en signant un décret selon lequel « *il n'existe que deux sexes* ».

Le sociologue Theodor Adorno, dans une étude menée en 1950, décelait également dans la « personnalité autoritaire » une composante agressive à l'égard d'individus ou de groupes affichant des valeurs ou des comportements alternatifs. D'où le rejet, voire une haine dirigée contre des minorités considérées comme une menace pour l'identité de la majorité. L'appel à davantage d'autorité peut ainsi se révéler une mesure conservatoire adressée aux institutions pour la défense d'une identité traditionnelle, ou supposée telle. La demande est celle d'une restauration d'un état de choses bousculé par la désobéissance civile, l'individualisation des valeurs ou encore des influences jugées comme étrangères. L'exemple le plus flagrant est celui de la Russie d'aujourd'hui. En portant une première fois au pouvoir le régime autoritaire de Vladimir Poutine en 2000, les citoyens russes ont commencé par plébisciter la mise en ordre d'un pays déstabilisé par un capitalisme libéral incontrôlé, puis souscrit (dans des conditions électorales souvent douteuses) à la sauvegarde d'une âme russe menacée par l'influence occidentale.

À LIRE AUSSI

[La politique en mal d'autorité](#)

Lassitude démocratique

Toutefois, il serait faux d'interpréter toute demande d'autorité comme inspirée par un sentiment d'insécurité ou de perte d'identité.

L'effacement de l'autorité sacrée par la modernité fait que le vivre ensemble ne peut plus être considéré comme allant de soi. Libres et égaux en droit, les individus doivent en permanence négocier des accords, obtenir le consentement d'autrui, et pour cela argumenter. Or l'autorité, telle que l'entend Hannah Arendt, n'a pas à être argumentée, n'a pas à convaincre. Tout comme l'usage de la force, l'obligation de se

justifier signifierait son échec. En ce sens, l'autorité pure selon la philosophe se marie mal avec les formes libérales de gouvernance, qui exigent du pouvoir de s'expliquer, d'argumenter, de négocier et éventuellement de persuader. C'est pourquoi l'autoritarisme, à la différence du fait d'avoir de l'autorité, est fréquemment opposé à la démocratie.

Le fonctionnement des institutions politiques démocratiques peut par ailleurs mener à des impasses : absence de majorité et négociations sans issue, insatisfaction économique et conflits sociaux répétés sont les terrains de demandes de gestion autoritaire des affaires publiques. Divers sondages opérés en France depuis vingt ans font état d'une tolérance accrue de l'opinion, en particulier chez les jeunes, envers des formes autoritaires de gouvernement. En 2000, 63 % d'entre eux se disaient attirés par la figure du « chef sans contre-pouvoir », sans préciser de quelle nature ^②. Cette « césarisation »* de l'autorité gouvernante ne remet pas directement en cause le choix populaire, mais le principe d'indépendance des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires : l'autorité du chef d'État subordonne celles du législateur et du juge. Cette gouvernance s'accommoderait paradoxalement de procédures de démocratie directe. Cependant, qu'on les nomme « illibéraux »* ou « démocraties »*, les régimes conformes à ce modèle observés en Hongrie ou en Slovaquie ne vont pas sans la réduction des libertés publiques : liberté d'expression, de réunion, de manifestation, etc., car le souci est de réduire les autres pouvoirs : les médias, les partis politiques, les corps intermédiaires. En revanche, ils ne s'autorisent pas forcément d'une tradition, ni de la restauration d'un ordre perdu. Une analyse par le chercheur Simon Guillouet de l'état de l'opinion française en 2023 (*lire ci-dessous*) révélait une tendance, certes minoritaire, favorable à ce style précis de gouvernement. L'auteur conclut à une demande d'efficacité : un Français sur cinq serait prêt à accepter un régime moins libéral à condition qu'il soit capable de « résoudre les problèmes » que les institutions actuelles se montrent impuissantes à régler. Si les régimes autocratiques sont aussi appelés autoritaires, ce n'est donc pas vraiment au nom de quelque valeur transcendante, mais parce qu'ils sont prêts à limiter l'espace offert à la discussion. Arme à double tranchant si celui-là même qui les réclame s'expose à être réduit au silence.

Mots-clés

Césarisme

Popularisé au milieu du 19^e siècle, notamment sous la plume de Karl Marx, ce terme désigne une pratique politique inspirée de l'exemple antique de Jules César, puis réactualisée par les Bonaparte. Le césarisme se caractérise par l'instauration d'un régime autoritaire (pouvant demeurer dans un cadre démocratique minimal) qui bénéficie du soutien du peuple, éventuellement consulté par des référendums prenant la forme de plébiscites.

Démocratie illibérale

Forcé en 1997 par le politologue américain Fareed Zakaria, ce concept entendait

[Lire la suite](#)

de la « fin de l'histoire » du philosophe Francis Fukuyama selon

Conservation ou révolution ?

L'idée courante selon laquelle le désir d'autorité serait nécessairement conservateur, donc situé plutôt à droite qu'à gauche de l'échiquier politique, est également infirmée par le fait qu'elle peut être aussi le levier du changement. Si les révolutions, lorsqu'elles se produisent, sont des démonstrations de force, rares sont celles qui n'ont pas été menées par des tribuns charismatiques. Elles sont souvent suivies par l'instauration programmée de régimes autoritaires (sinon totalitaires). Les exemples historiques ne manquent pas : de la Terreur post-1789, de la Russie à la Chine, en passant par la Corée du Nord, Cuba et l'Iran, des révolutions ont engendré des dictatures, et même établi des dynasties. La même étude d'opinion réalisée en 2023 en France montrait que, parmi les partisans de « régimes autoritaires », la moitié (soit un sondé sur dix) optait pour la création d'un « comité de salut public » omnipotent et composé de citoyens ordinaires.

Dans les années 1930, le sociologue Max Horkheimer soulignait que le 20^e siècle avait été marqué par la montée de « *forces obscures* » enjoignant à chacun de se conformer à l'ordre des « faits ». Ces forces dominantes étaient celles de l'argent, du capitalisme, de l'industrie et des lois de l'économie, forgeant les destins et instaurant des inégalités insupportables. C'est contre celles-ci que les révolutions se sont incarnées dans des chefs s'autorisant à représenter l'homme du peuple.

Par [Nicolas Journet](#) Publié le 18 février 2025, actualisé le 27 février 2025

Face à d'autres forces obscures que sont les menaces environnementales, il n'est pas assuré que l'opinion se cramponne à la démocratie, au parlementarisme et à sa gouvernance négociée. Il y a

ARTICLE ISSU DU DOSSIER

[Découvrir](#)

D'où vient le désir d'autorité ?

« *quelque temps à peine la jeunesse* », ministre de l'Éducation nationale, la philosophe et journaliste suédoise Greta Thunberg exigeait que des mesures drastiques soient prises par les puissants de ce monde : l'autorité (insuffisante) de la science dont elle se réclamait légitimait son discours en appelant à ne plus discuter mais à agir. N'y avait-il pas là le germe d'une « dictature verte » ? « *Le charisme peut revivifier l'autorité et court-circuiter négativement l'autorité légale spécifique à la démocratie* », écrivait la philosophe Katia Genel en 2014 dans un article intitulé « La critique de l'autorité en démocratie » ^③. On voit en tout cas que le désir de changer le monde peut être aussi guetté par l'écueil de l'autoritarisme. Peut-être faudrait-il d'ailleurs voir dans le trouble général des repères quant à l'avenir, accru par le changement climatique, la source de ces confusions grandissantes entre autorité et autoritarisme. Dans *Le Pouvoir des commencements. Essai sur l'autorité* (Seuil, 2006), la philosophe Myriam Revault d'Allones faisait la démonstration de ce que l'autorité s'amenuisait, comme chez Hannah Arendt, non seulement du fait de la négligence de la tradition, mais aussi de la perte de la foi en l'avenir. L'origine du mal ne viendrait-elle pas en dernière instance de ce que, comme elle l'écrivait, « *le temps a cessé de promettre quelque chose* » ?

La tentation illibérale en France

Les Français seraient-ils sensibles aux sirènes de l'autoritarisme ? À en croire certains sondages, le besoin serait criant. En 2021, Ipsos/Sopra Steria recueillait 86 % de réponses positives à la question « L'autorité est-elle trop souvent critiquée ? », et 79 % des sondés approuvaient la perspective « *d'un vrai chef qui remette de l'ordre* ». Les Français sont-ils tentés par une traduction politique de ce besoin d'autorité ?

L'offre ne manque pas d'exemples chez nos voisins européens : après la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et récemment la Slovénie ont adopté des lois tendant à sanctuariser le pouvoir exécutif, encadrer la liberté de la presse, limiter l'indépendance de la justice et bâillonner les opinions minoritaires. Des enquêtes françaises affirmaient, en 2021, que 32 % des sondés concevaient que d'autres systèmes politiques pouvaient être « *aussi bons que la démocratie* », et que 39 % accepteraient « *un homme fort qui n'aurait pas à se préoccuper du Parlement ni des députés* ». En France, y a-t-il derrière ces aspirations au césarisme ?

[Lire la suite](#)

Notes

- ① Pierre-Henri Tavoillot, *Qui doit gouverner ? Une brève histoire de l'autorité*, Grasset, 2011.

- ② Pierre Bréchon et Étienne Schweisguth, « Les Français sont de plus en plus attachés à la liberté privée et à l'ordre public », *Le Monde*, 16 novembre 2000.
- ③ Katia Genel, « La critique de l'autorité en démocratie », *Raison présente*, n° 192, 2014/4.